

L'ALTERNATIVE

"L'atout essentiel d'un journal est son intégrité. Celle-ci est difficile à atteindre, mais facile à perdre" Montreal Gazette

Réhabilitation de la
nationale N°6
Un défi relevé P.4
par Midnight Sun

Enquête exclusive CHU-SO/Traumatologie P.3



**Des médecins impliqués
dans l'usage de matériels
périmés**

● **Au cœur d'une nébuleuse**

Le MPL dénonce la mauvaise foi du RPT-UNIR dans la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO

Le régime de Faure Gnassingbé continue de faire preuve de mauvaise foi dans la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO. Le RPT-UNIR et « sa » Commission électorale nationale indépendante foulent (royalement) aux pieds les recommandations de l'organisation communautaire, poursuivant unilatéralement l'organisation des législatives prochaines. Cet « entêtement » n'est pas du goût du Mouvement du Peuple pour la Liberté MPL-ABLODEVIWO qui a réagi à travers un communiqué de presse dont voici la teneur.

Communiqué
Le Mouvement du Peuple pour la Liberté MPL-ABLODEVIWO suit avec attention les dernières évolutions de la crise politique dans notre pays. Au lendemain de la date du 31 Juillet dernier qui a vu la publication de la feuille de route de la CEDEAO à l'issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation sous-régionale à Lomé, une résolution censée baliser la voie pour une sortie de crise durable, le MPL-ABLODEVIWO à travers un mémorandum rendu public a fait un décryptage de ces recommandations et a relevé les manquements qu'il comporte tout en dénonçant le caractère

alambiqué et trop léger de ce document que nous considérons comme un chèque en blanc délivré au pouvoir RPT-UNIR vu qu'il n'y a aucune disposition contraignante obligeant le gouvernement, donc le pouvoir à l'application des différentes résolutions contenues dans cette fameuse feuille de route. Fort de ce constat, le MPL-ABLODEVIWO est convaincu et conforté dans sa position aujourd'hui par cette volonté plus manifeste et la violation des recommandations de la CEDEAO qu'affiche la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dans son obstination à organiser de manière

unilatérale les prochaines législatives, une mauvaise volonté de plus à la limite d'un gangstérisme d'Etat d'ailleurs que le pouvoir héréditaire de Faure a suffisamment prouvé en refusant d'appliquer jusqu'à ce jour les mesures d'apaisement martelées par les recommandations de la CEDEAO sur la libération du reste des détenus politiques. Le Mouvement du Peuple pour la Liberté MPL-ABLODEVIWO s'inquiète du silence des émissaires de la CEDEAO notamment de la commission de la CEDEAO en charge de piloter le comité de suivi en cours d'élaboration face à cette reprise des préparatifs des prochaines législatives par la CENI et aussi sur le laxisme du pouvoir à exécuter le point de la feuille de route de la CEDEAO demandant la mise en liberté de toutes les personnes arrêtées dans la cadre de cette crise politique.

A l'analyse de ce silence coupable des facilitateurs de la CEDEAO face aux travaux de la CENI qui sont plutôt

accélérés malgré les nombreuses dénonciations de l'opposition et rappelant les propos rassurants du président Guinéen Alpha CONDE, l'un des facilitateurs dans la crise politique à la veille de la conférence de la CEDEAO à Lomé, assortie de la feuille de route qui déclarait que cette organisation n'est aucunement un syndicat des chefs d'Etat et de gouvernement, le MPL attire l'attention des populations sur cette démarche floue de la CEDEAO qui pour rappel, s'est déjà illustrée négativement dans la résolution de la crise politique de 2005 en contribuant à la mauvaise organisation de l'élection présidentielle d'alors et en acceptant les résultats issus de ce hold up électoral proclamant Faure Essozinam GNASSINGBE président du Togo. Le MPL-ABLODEVIWO condamne avec la plus grande rigueur cette attitude suicidaire de la CENI dans sa course effrénée vers des élections aux lendemains incertains.

Le Mouvement du Peuple

pour la Liberté MPL-ABLODEVIWO invite les facilitateurs à rappeler rapidement le président de la CENI à l'ordre et à œuvrer pour que la mise en œuvre de la feuille de route soit effective sur tous les points notamment la libération des otages politiques qui croupissent encore dans les geôles afin d'éviter l'enlisement de la crise. Cependant, le MPL-ABLODEVIWO lance un vibrant appel à l'ensemble des populations et aux forces démocratiques à se tenir prêtes pour répondre le moment venu, à son mot d'ordre de constitution d'un front de pression populaire pour déjouer à temps les multiples tentatives de fraudes électorales en préparation, détenir les preuves irréfutables de la victoire du peuple souverain togolais afin de briser définitivement le cycle infernal Election-Crise politique-Dialogue.

**2er Vice-président,
FANTCHEDE Ayébo**

LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL VIENT D'ADMINISTRER UNE SACRÉE (!!!) LEÇON AUX PETITS DICTATEURS AFRICAINS

Par Godwin Tété

*« Les exemples vivants ont un autre pouvoir »
Victor Hugo*

J'ai déjà eu l'occasion de dénoncer et de ridiculiser la mythologie gnassingbéenne quant à un quelconque « *héroïsme patristique* » de feu Gnassingbé Eyadéma. [Cf. mon bouquin intitulé « *Peuples africains, Prenons en main notre Destin !* » (Ed. L'Harmattan, Paris, 2017, pp.89-105)]. Mais voici qu'au cours de son émission de 22H00 (Heure de Paris), le 24 août 2018, *Radio France Internationale (RFI)* nous informe que le gouvernement espagnol vient de décider d'EXHUMER (!) les restes du fameux dictateur Franco (Francisco) Bahamonde (1892-1975) de l'illégitimité (!!!) somptueux mausolée où ils gisent actuellement, et de les INHUMER ailleurs, comme ceux de n'importe quel citoyen lambda !... Voilà pourquoi je reviens à la charge ici ! Allons donc de l'avant.

1. Tout d'abord, le susdit gouvernement a-t-il un ARGUMENTAIRE qui fonde, justifie, sous-tend une

décision aussi inopinée ?! Assurément oui ! Et CET ARGUMENTAIRE, le voici. Le principe même, l'idée même, la décision même d'un tel mausolée dédié à un FASCISTE (!!!) avéré, notoire, apparaissent d'emblée comme UNE FLAGRANTE (!) CONTRADICTION DANS LES TERMES !!! ILS SAUTENT AUX YEUX, EN TOUT CAS, COMME EN C O N T R A D I C T I O N ÉVIDENTE (!) AVEC LA DÉMOCRATIE CHÈRE À TOUS LES PEUPLES DE NOS JOURS.

Au demeurant, il ne fait nul doute qu'entretenir (!) un flamboyant mausolée comme lieu d'un hypothétique (!) PÈLERINAGE visant à honorer l'un des plus lugubres tyrans du XX^e siècle, c'est, à coup sûr, INSULTER (!!!) LA M É M O I R E D ' I N N O M B R A B L E S VICTIMES EXPIATOIRES (!) du franquisme ; c'est, à dire vrai, rendre UN HOMMAGE MALSAIN (!), UN HOMMAGE INFÂME (!), UN IMPOSSIBLE (!!!) HOMMAGE À D'INÉNARRABLES (!) CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ...

2. Ainsi donc, toutes choses étant égales, la décision en considération du gouvernement espagnol me rappelle étrangement le cas des Gnassingbé au Togo. En effet, la date de l'assassinat crapuleux du Père de la Nation togolaise – Sylvanus Kwami Epiphanio Olympio – est donnée en guise de nom à l'une des principales artères de Lomé : « Boulevard du 13 janvier » !!! [Ô ! Comble d'ignominie !!!]. Une colossale statue du tristement (!) célèbre « *timonier* » togolais figurait sur un énorme socle, en face de notre «Monument de l'Indépendance». Elle n'a été déboulonnée par Gnassingbé Eyadéma lui-même que parce que celui-ci fut contraint de ce faire par des jeunes qui tentèrent de la mettre à terre. Au reste, dans cette tentative, l'un de ces jeunes Togolais aura été assassiné (!) par les «forces de répression» en 1991.

Une autre statue dudit « *timonier* » existe aujourd'hui non loin de l'aéroport de la capitale togolaise. Lequel aéroport lui-même porte le nom de Gnassingbé Eyadéma !!! Une

troisième statue du défunt dictateur se trouve plantée à Kara (Togo). De surcroît, et puisque, comme le vent l'adage populaire bien connu, « *À tout seigneur tout honneur* », une des plus imposantes avenues de notre capitale a été baptisée « Boulevard Gnassingbé Eyadéma ». Etc. En somme, le tyranneau post-et-néocolonial qui aura martyrisé le Togo durant une bonne quarantaine (!) d'années est érigé en « *Héros national togolais* » !!! Oui ! *Le ridicule ne tue pas.* 3. Cependant, la mythologie du clan ethno-militariste des Gnassingbé – à l'instar de toute autre mythologie du même acabit – est forcément vouée à FAIRE LONG FEU !!! Car la susmentionnée décision du gouvernement espagnol reflète bel et bien L'ÉVOLUTION ANTHROPOLOGIQUE (!), HISTORIQUE (!), CIVILISATIONNELLE (!!!) de L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE. À SAVOIR QUE L'ÈRE DES TYRANNEAUX ANTÉDILUVIENS (!) EST RÉVOLUE (!), À JAMAIS (!!!) RÉVOLUE. Paris, le 25 août 2018

L'ALTERNATIVE

JOURNAL TOGOLAIS
D'INFORMATIONS
ET D'ANALYSES
Récépissé N°0343/10/04/08/HAAC
B.P. 4132 Lomé-TOGO
Tel. 92 93 74 44 / 97 32 00 88
E-mail : alternativesika@yahoo.fr
www.lalternative-togo.info
casier 43 Maison de la Presse
Siège
Immeuble Aldus
1053, Rue 143 Bè Bassadj
B.P : 61 232

Directeur de Publication
Ferdinand Mensah AYITE

Rédacteur en chef
Koami M. E. DOMEgni

Comité de rédaction
Pierre-Claver KUVU
Dieudonné AGBEZO
Fabrice K. A.
Anani GALLEY
Mensah K.
Kokou MITIMI
Irène ATSOU

Collaborateurs
Didier Amah DOSSAVI
Junior KOSYLAND

Correction
TINO K.
Distribution/Vente
David AVOTOR
Tel : 90 00 33 94
Imprimerie
SDR : 22 22 06 49
Tirage : 2 000 exemplaires
N°RCCM : TG-LOM 2017 A3546

CHU-SO/Traumatologie

Des médecins impliqués dans l'usage de matériels périmés

➤ Au cœur d'une nébuleuse

Ferdi-Nando /Claverus K.

La désintégration du système politique togolais, la perte des valeurs morales et des principes élémentaires qui régissent la gestion d'un Etat affectent tous les secteurs la société. Au Togo, le secteur de la santé confronté à des problèmes structurels, est totalement à l'abandon. Et depuis, c'est la porte ouverte à tous les aventuriers, des cupides qui ne s'embarrassent pas de scrupules pour se faire de l'argent en jouant avec la santé de leurs concitoyens. S'il est vrai que les hôpitaux et centres de santé sont dans un calamiteux calamiteux en termes d'infrastructures et de matériels, d'où le procès qui est régulièrement fait au régime ; il est aussi vrai que certains praticiens hospitaliers (médecin, sage-femme, assistant, infirmier) prennent des libertés et posent des actes attentatoires à la déontologie et à l'éthique de leur profession.

Par les temps qui courent (crise économique parlant), on peut comprendre même si on n'est pas loin de l'approuver, que des praticiens hospitaliers volent des médicaments des malades, leur vendent les produits à la place des pharmaciens ou encore détournent les malades des hôpitaux publics vers les cliniques privées. Mais lorsque des praticiens hospitaliers se mettent en réseau avec des ramifications depuis l'extérieur et dans les cliniques privées, pour opérer des malades avec des produits périmés qu'ils leur vendent à prix d'or, cela relève purement et simplement d'un acte criminel. Les résultats de la longue investigation qui suivent, doivent interpellier le ministre de la Santé qui doit cesser de distraire l'opinion avec son histoire de contractualisation bidon alors qu'il se passe des choses gravissimes dans les hôpitaux.

Le Directeur Général du CHU-SO, dont la présence se résume à arracher les micros et les baffles des grévistes, doit se rendre plus utile afin de limiter des dégâts. Enfin, le gouvernement doit rapidement définir un cadre juridique pour réglementer la pratique de la santé au Togo et surtout une réglementation stricte sur les fameuses missions humanitaires qui cachent d'autres réalités beaucoup plus sombres. Les missions humanitaires ne sont pas une mauvaise chose en soi, si elles contribuent à pallier les

insuffisances du système de santé par exemple avec des spécialistes qui manquent cruellement sur le terrain. Mais elles ne peuvent en aucune manière se dérouler comme si nous étions dans un pays en guerre où tous les individus véreux viennent faire leurs affaires sous le manteau de la santé.

Les faits

CHU-SO, service de Traumatologie Orthopédique sous la direction du Professeur Abalo médecin miliaire. Le 24 juillet 2018, une équipe s'active pour une intervention chirurgicale au bloc central. Tous les acteurs devant intervenir sont prêts, à savoir le médecin chirurgien, le médecin anesthésiste, l'instrumentiste (infirmier de bloc), le surveillant général du bloc opératoire. Au moment de passer à l'action, le médecin anesthésiste remarque que les produits destinés à endormir le malade sont périmés. Il refuse de s'en servir, provoquant la colère du chirurgien. Le ton monte entre les deux médecins et tourne vite à l'altercation, les insultes et propos dégradants fusent de partout. La discussion était tellement explosive qu'un médecin qui n'était pas de l'équipe, est intervenue pour sermonner le chirurgien qui, non seulement a introduit les produits périmés dans le lot, mais aussi tenait des propos discourtois envers son collègue anesthésiste. Ce dernier a insisté qu'un nouveau produit soit acheté séance tenante, sans quoi il ne prendra pas part à l'opération. Le surveillant du bloc s'est exécuté et l'opération a pu se dérouler.

Le reste des produits qui ne relevaient pas de la compétence de l'anesthésiste et qui étaient périmés, ont été utilisés au cours de l'opération. Ce qui paraît comme un simple incident, est en fait une pratique qui a cours depuis quelques années dans nos hôpitaux, avec au cœur un réseau bien organisé qui se partage après les dividendes, après avoir introduit dans le corps des malades des produits périmés vendus à des prix très élevés. Notre investigation nous a conduit à interroger l'ensemble des acteurs de cette nébuleuse, en premier lieu le chirurgien en question, Docteur Guy Alover; le Professeur Abalo Anani Grégoire, chef de service



Wiyao Adom Kpao

traumatologie orthopédique ; l'anesthésiste, Docteur Egbohoh Jacques; un autre médecin de l'équipe Docteur Bakriga Moïse; et enfin l'instrumentiste Coco Goyitor.

Le chef d'orchestre de cette nébuleuse a pour se nomme **Guy Kodzo Alover** chirurgien orthopédiste et traumatologue. Il a trois (03) spécialités : (spécialité chirurgicale consacrée aux opérations des os, des articulations, des muscles, des tendons, des ligaments, des ménisques, des troncs nerveux,



Dr. Guy Kodzo Alover

périphériques et aussi des téguments. En médecine légale : (domaine médicale consacré aux constatations de coups et blessures avec ou sans ITT « incapacité totale de travail » et la recherche des causes de la mort en cas de décès suspect « thanatologie avec ou sans autopsie, examen de corps, lever de corps ») ; enfin une dernière spécialité : Expertises médicales (évaluation des dommages corporels « accident sur la voie publique, ou domestique », détermination de responsabilité médicale, expertises judiciaires). Il vit en France particulièrement à Péronne en Picardie. Selon plusieurs sources, il serait à son propre compte. Il a mis en place, depuis trois ans, un système qui consiste à récupérer des prothèses totales de hanche et



Prof Moustafa Mijiyawa

de genoux périmés en France qu'il achemine à Lomé. Une fois sur place, ses amis au CHU-SO et dans les cliniques privées qui sont dans le même réseau organisé, opèrent des malades à qui ils vendent très chères ces prothèses, le tout sous le couvert d'une opération humanitaire.

Outre les prothèses, il achemine également au pays d'autres produits périmés, comme celui que le médecin réanimateur a récusé au bloc. Une recherche rapide en France a permis d'avoir une

au bloc central et dans une clinique privée. Il est retourné en France depuis.

Pour mieux cerner le rôle de ce médecin, nous l'avons joint en France en lui posant la question que voici : « **Bonjour Doc. Je suis Pierre-Claver du journal L'Alternative. Nous avons été informés que vous auriez livré des matériels jugés périmés au CHU Sylvanus Olympio de Lomé et à d'autres cliniques privées de la place. Nous aimerions par la présente votre version** ». La réponse du Docteur Guy Kodzo Alover se décline en ces termes : « **Merci pour votre aimable message. Je vous rappelle dans la journée, mais sachez qu'il s'agit d'implants stérilisés aux rayons gamma et pour lesquels le fournisseur à qui je fais entièrement confiance pour travailler avec lui depuis 10 ans, réalise dans le cadre de mes missions quasi humanitaires des modifications exprès de la date de péremption de manière à justifier les prix particulièrement bas auprès des services commerciaux. Ceci permet à bien des malades togolais d'accéder à des prothèses de hanche depuis 3 ans Je ne perçois généralement pas d'honoraires chirurgicaux du reste. Depuis 3 ans, et Dieu merci, il n'y a eu aucune infection ni détérioration des implants posés. Les malades les plus indigents ne payent pas plus d'un million FCFA. J'en ai même offert jusqu'à 800 000fcfa. De surcroît, je fournis tous les accessoires chirurgicaux et les médicaments y compris d'anesthésie qui, eux, ne présentent aucune ambiguïté et ce, gratuitement, pour les avoir récupérés auprès de mes amis pharmaciens en France. On aurait pu penser re-stériliser les implants avant de les poser, mais**

Suite à la page 5

Réhabilitation de la nationale N°6

Un défi relevé par Midnight Sun

L'attente des populations de six (06) cantons de la préfecture du Moyen-Mono laisse place au soulagement. La voie poussiéreuse qui mène de Notsè à Tohoun est désormais bitumée par l'entreprise Midnight Sun, entendez, soleil de minuit.

Les longues et éprouvantes heures passées sur le tronçon Notsè-Tohoun ne sont qu'un mauvais souvenir pour les usagers et les riverains. Le temps passé sur les 56 km qui rallient Notsè à Tohoun à humer la poussière de la latérite est fini. Aussi la localité est-elle définitivement désenclavée et les activités économiques vont décupler sur

le Bénin et les populations partagent beaucoup de similitudes culturelles de part et d'autre. Au regard des avantages qu'offre la réhabilitation du tronçon Notsè-Tohoun, c'était donc naturel que les populations expriment leur joie. Mais avec le temps, l'euphorie va céder au désenchantement.

Le désenchantement
D'un coût global de 35



ce trajet. Un avenir radieux se profile donc. Cependant, les travaux qui sont presque prêts ont connu trois (03) temps.

L'euphorie

Lorsqu'en 2015, il a été annoncé la construction de la nationale N°6, les populations des six cantons du Moyen-Mono étaient gagnées par l'euphorie. Elles étaient très contentes d'avoir enfin une route bitumée qui les dispense des trajets corvéables que leur imposait la latérite. Aussi les usagers et les riverains savent-ils très bien les nombreux avantages qu'ils tireront de la réhabilitation de la voie, dont la fin du calvaire sur les pistes en latérite en saison pluvieuse, et celle du masque pour se protéger contre la poussière. Pour les ressortissants de cette localité, c'était une bonne nouvelle, puisque la réhabilitation mettra fin au stress et à l'ennui de se rendre au village.

Tohoun et ses localités avoisinantes se voyaient donc lancées sur la voie du développement. La bitume permettra donc de faire disparaître certaines disparités et combler son retard vis-à-vis du voisin béninois en la matière. Il est à rappeler aussi que le peuple Adja de Tohoun est frontalier avec

milliards FCFA, le tronçon Notsè-Tohoun est confié à trois (03) entreprises parmi lesquelles Midnight Sun de Victor Sossou, Consul honoraire de la Slovaquie au Togo. Ces trois (03) entreprises devaient donc respecter le cahier de charges qui leur est soumis par l'autorité contractante qui est le ministère des Infrastructures et des Transports. Elles devaient donc livrer la route dans un délai qui leur était imparti.

Sur les 56 Km, chaque entreprise avait une portion à bitumer. Les travaux avaient bien démarré. Les usagers et les riverains jubilaient en voyant les gros engins déployés sur le chantier. Ils consentaient d'énormes sacrifices dus aux désagréments que leur causaient les travaux pourvu que la route soit bitumée. Mais l'espoir pour Tohoun de disposer d'une route vire peu à peu au dépit. Les travaux sont discontinus. A certains endroits, il y a de la progression alors d'ailleurs le constat est amer. Les travaux sont ralentis ou carrément bloqués. L'état de discontinuité que présente le tronçon risque de créer des frustrations chez les populations. C'est alors que l'autorité contractante qu'est le ministère des Infrastructures et des



Victor Sossou

Transports a décidé de démettre deux entreprises et de confier l'ouvrage à Midnight Sun.

L'espoir

La réhabilitation de la voie Notsè-Tohoun est revenue à Victor Sossou, le PDG de Midnight Sun. Il a la lourde tâche de réussir là où ses deux concurrentes ont échoué et redonner de la joie aux siens, puisque le Consul est lui-même natif de Tohoun. Et il a réussi le pari. Ce qui n'a pas laissé indifférente Tohoun. Les populations des six (06) cantons du Moyen-Mono lui ont témoigné leur reconnaissance le dimanche dernier. Loin de tomber dans un triomphalisme, Victor Sossou reste très modeste. *« Il ne s'agit pas de la victoire d'un camp sur un autre. C'est le résultat des efforts de tout le monde »*, a-t-il déclaré.

Pour le PDG de Midnight Sun, la réhabilitation de la route est une immense joie qui anime tous les natifs du milieu. Car elle permet désormais de sortir la localité de son enclavement. Dans le domaine de la santé, avant la réhabilitation, il était pénible pour les malades de se déplacer pour aller se soigner à l'hôpital de Notsè. Et il arrivait que certains décèdent en cours de route. Aussi les femmes enceintes éprouvaient-elles toutes sortes de difficultés pour leurs consultations, puisqu'il faut passer trois (03) voire quatre (04) heures pour rallier Notsè. Mais avec les travaux qui sont réalisés par Midnight Sun, le trajet ne dure que 20 à 25 minutes.

Dans le domaine économique, la voie bitumée va booster plusieurs activités. Il y aura des retombées sur le commerce. Les marchés de la localité sont désormais desservis, ce qui va permettre une

amélioration sensible des revenus des commerçants et des revendeurs. Aussi, la demande en produits de consommation et de biens va considérablement augmenter. Tohoun étant essentiellement

uniquement partagée par les natifs et les cadres du milieu. Les voisins béninois se sont aussi sentis concernés. *« C'est une joie immense pour nous les conducteurs de moto du Bénin. Et nous remercions les autorités togolaises pour avoir bitumé cette voie qui va vers Notsè. Avant, ça prenait deux heures de temps suffit pour aller de Plahoé à Notsè. Maintenant, moins d'une heure de temps »*, se réjouit Meyou Kérékou, habitant de Plahoé au Bénin. Même son de cloche chez son compatriote. *« Il y a avait trop de difficultés dues aux secousses. Maintenant que la route est bitumée, j'ai été à Lomé deux fois avec moins de peine »*, renchérit Vincent Gbèkanlè. Ces témoignages sont à mettre à l'actif de Victor Sossou, le PDG de Midnight Sun qui a relevé le défi de doter sa localité d'une belle infrastructure.

C'était un week-end pas comme les autres dimanches à



Le tronçon Notsè-Tohoun

agricole et suivant la loi de l'offre et de la demande, cela aura forcément une incidence positive sur les productions agricoles. Car elles prendront de la valeur. Cette économie locale profitera aussi aux usagers de la voie, notamment les chauffeurs.

A Tohoun dimanche dernier, la joie n'était pas

Tohoun. En effet, la reconnaissance témoignée à Victor Sossou était l'apothéose d'une fin de semaine riche en couleurs. Le peuple Adja a célébré *« Togbui Anyi »*, sa fête traditionnelle qui était à sa 187^{ème} édition. La réhabilitation du tronçon était donc une cerise sur le gâteau.□

**La corruption est un crime,
combattons-la!**

L'actualité en continue
Sur
www.togomedias.com
Vous saurez tout

CHU-SO/Traumatologie

Des médecins impliqués dans l'usage de matériels périmés

➤ Au cœur d'une nébuleuse

Suite de la page 3

connaissant la fiabilité du produit, cela n'est pas nécessaire et pour « preuve, les résultats sont là. Vous pouvez faire votre enquête auprès du Prof Abalo avec qui les patients sont opérés et qui les suit. A bientôt ». Une réponse qui constitue un véritable aveu. Non seulement, il confirme que les implants sont périmés et qu'il fait cette pratique avec son fournisseur, ce qui est peu probable, connaissant la réglementation en France, mais aussi il déclare que ces opérations se font en collaboration avec le Professeur Abalo. Quant au coût des implants et ses honoraires, naturellement, il dit le contraire de ce qu'il fait sur le terrain.

Quelques minutes après cette réponse, se rendant compte qu'il a eu la langue trop pendue, le Docteur **Guy Kodzo Alover** contacte de nouveau la Rédaction, cette fois-ci sur un ton d'intimidation : « **Pourriez-vous m'écrire par mail à agk@docturalovr.com pour m'indiquer le ou les auteurs d'une pareille accusation ? Je compte porter plainte auprès d'un tribunal européen à compétence internationale pour : 1-au pénal : diffamation. 2-au**

et sur mon mail. Pour info, la CPI n'est pas compétente pour les problèmes de diffamation et désinformation. C'est au pénal. Personne ne cherche à vous faire peur. Mais la vérité doit pouvoir confirmer vos écrits et analysez votre rôle à partir de faits que je vous demande d'exposer par écrit. L'Alternative avait toujours eu de bons journalistes. Vous devriez arrêter le radio trottoir et répondre à ma demande de courrier écrit. C'est pourtant si simple ».

Nos investigations nous ont conduit vers le chef service Traumatologie Orthopédique du CHU-SO puisque selon les propres aveux du Docteur Guy Kodzo Alover, c'est sous son autorité que les interventions se font et c'est lui qui fait le suivi des patients opérés. Voici en intégralité la version du Professeur **Abalo Anani Grégoire** : « **Quand j'ai vu votre message, j'étais surpris. Moi je ne veux pas rentrer dans cette histoire. Je voudrais dire que vous pouvez sortir le dossier pour voir. Cela m'étonnerait quand même que cette information soit vraie. Je ne suis même pas au courant. Je suis surpris. Moi je suis un homme de loi, un médecin**

rendre à un parent ; je le connais depuis son stage en France. Je n'étais même pas au bloc, je n'étais pas disponible la semaine-là. Si c'est pour aider ses parents, moi je ne peux pas refuser. Mais si c'est pour nous faire du mal, je ne suis pas d'accord. Je vous promets que je vais faire la lumière sur cette affaire. Je vais faire l'enquête à mon niveau aussi et je vais vous informer ».

En comparant les deux déclarations c'est-à-dire celle du Docteur Guy Kodzo Alover et du Professeur Abalo Anani Grégoire, on voit bien que l'un ou l'autre, sinon les deux prennent des libertés avec la vérité. En interpellant le chef service Traumatologie du CHU-SO, ce dernier ne savait pas que son ami en France s'était déjà confié à la Rédaction en relatant un peu trop vite le mode opératoire de leur action. La réalité est que contrairement à ce qu'il dit, le professeur Abalo Anani Grégoire était bel et bien présent ce jour-là. Selon plusieurs témoignages recueillis, il est intervenu au bloc pendant l'altercation avant de ressortir sans mot dire. Ces deux personnes sont en train de se couvrir dans le mal, tout comme le troisième larron du groupe que nous avons aussi interrogé sur la même affaire. Présent dans la salle d'opération ce jour-là, alors que plusieurs témoignages font état de ce qu'il est aussi dans le réseau et que c'est lui d'ailleurs qui gère les patients et encaisse les fonds cash qu'il reverse à leur collègue venu de France pour le partage, le Docteur traumatologue **Bakriga Moïse** déclare : « **C'est quelqu'un que je connais bien. Et la dernière fois, je l'ai invité à opérer avec nous dans le cadre d'aider des malades ; en fait il y a des malades qui n'ont pas de moyens pour s'acheter les intrants. Et on a opéré. Moi j'ai mon reçu à l'hôpital, quand il a opéré, moi j'ai mis ce qu'on a mis. Moi je n'ai pas vu des implants périmés dans le cas des malades qu'on a opérés, donc moi je ne peux pas répondre à cette question par l'affirmatif. En tout cas, pour le malade pour lequel moi je l'ai invité à opérer, le matériel n'était pas périmé ».**

C'est normal qu'il n'ait pas vu de produits périmés

puisqu'il semble couvrir le réseau dont il est membre. Lui aussi ignorait que le sieur Alover avait confirmé que les implants étaient périmés et qu'il percevait un prix social de 1 million de francs cfa auprès des patients. Vendre aux patients un produit périmé à un million de francs voire plus et prétendre leur venir en aide c'est purement cynique et même criminel. Poursuivant les investigations, nous avons tenu à avoir la version de l'instrumentiste (infirmier du bloc) qui joue un rôle essentiel avant, pendant et après l'opération. En dehors du chirurgien, c'est à lui que revient la responsabilité de faire l'inventaire des produits et vérifier la date de péremption avant toute intervention chirurgicale. Nous l'avons soumis à une rafale de questions sur le sujet. Très paniqué, mal à l'aise, Coco Goyitor, puisque c'est de lui qu'il s'agit s'est mélangé les pinceaux, multipliant les contradictions dans ses déclarations.

Première question « **Dans la semaine du 23 au 29 juillet, le compatriote docteur Guy Kodzo Alover a opéré au CHU-SO. Il a été constaté que les matériels livrés et utilisés sont périmés. En tant qu'instrumentiste, êtes-vous au courant ?** » La réponse de **Coco Goyitor** : « **Franchement non, je ne crois pas vraiment. Moi-même j'ai eu ces informations, mais par après. Les étiquettes qui étaient dans les trucs ne sont pas périmées. Je ne crois pas. Puisque moi j'étais seul, de gauche à droite, franchement, je n'ai pas pu vérifier si les trucs étaient périmés. C'est après l'intervention que c'était sorti que c'est périmé ; mais bon malheureusement, moi je n'avais pas vraiment vu, et je n'avais pas les trucs-là pour savoir si c'est effectivement périmé ou pas ».** Deuxième question : « **Est-ce que c'est le rôle de l'instrumentiste de vérifier les matériels, leur qualité avant toute opération ?** » Réponse : « **Généralement oui. J'étais seul, au four et au moulin ; il fallait qu'on soit deux ou trois. Pour que quelque joue un rôle et l'autre joue un autre. Moi seul je devais m'habiller, moi seul je devais préparer le matériel, moi seul je devais courir de gauche à droite, c'est assez compliqué ».**

Troisième question : « **Etes-vous au courant de l'altercation qui a eu lieu entre Guy Alover et le Docteur Egbohohou au sujet d'un produit périmé ?** » Réponse : « **Pour l'altercation oui, je suis au courant. J'étais au bloc opératoire bien sûr. Le matériel n'était pas au complet, il y avait des insuffisances. Egbohohou n'a pas vite commencé et le chirurgien était pressé alors que du côté de l'anesthésie, tout n'était pas prêt. C'est l'origine de l'altercation ».** Voilà la ligne de défense contradictoire et bancal du sieur Coco Goyitor dont le rôle est beaucoup plus sombre et subversif. Il se trouve que cet instrumentiste est l'un des cerveaux du réseau.

Après les interventions chirurgicales, un registre de compte rendu opératoire et un dossier médical du patient sont tenus à disposition. Dans ces deux documents, sont consignés tous les rapports et les étiquettes des produits utilisés sont collées à l'intérieur de telle sorte que lors des contrôles ou d'une éventuelle complication, tout médecin puisse, en les consultant, se faire une idée de ce qui a été fait et des produits utilisés. Puisque les étiquettes des implants collés dans les dossiers indiquent que ces produits sont périmés, l'instrumentiste, selon plusieurs sources, se charge de les enlever et de coller d'autres étiquettes des mêmes produits non périmés utilisés pour d'autres patients dans d'autres interventions. C'est en réalité celui qui passe l'aspirateur pour effacer toutes les traces du faux réalisé par ses patrons, avec bien évidemment sa complicité.

Enfin, l'anesthésiste ou médecin réanimateur, celui qui a découvert le faux produit au bloc, ce qui a provoqué une terrible altercation entre lui et **Guy Kodzo Alover**. Que s'est-il vraiment passé au bloc central du CHU-SO ce 24 juillet 2018 ? Les produits étaient-ils périmés ou non ? Voici la version des faits du Docteur **Egbohohou Jacques**, médecin réanimateur : « **Moi je n'ai pas utilisé de matériel périmé, je lui ai ramené. Moi je suis un médecin anesthésiste. Le matériel ne concernait pas trop ma spécialité, même si j'ai des informations. Ce n'est pas moi qui l'avais découvert et je ne pourrai pas vraiment vous**

Suite à la page 6



Prof Abalo Anani Grégoire

civil : atteinte à la réputation et mon image. Naturellement, veillez à écrire officiellement avec l'en-tête de votre journal ou votre en-tête professionnel personnel si vous agissez en free-lance. J'attends les résultats de vos investigations et vous serez au courant de la suite juridique. Permettez-moi de ne pas être d'accord avec vos méthodes d'investigations. Je vous invite à m'écrire officiellement par courrier

militaire. Un truc comme ça, je n'ai jamais laissé passer ça. Ça m'emmerde. Je ne suis pas au courant. Je ne suis pas au courant, je n'étais même pas là, présent. Il m'a dit qu'il va opérer un de ses parents, moi je lui ai facilité la prise en charge. C'est un de mes collaborateurs qui l'a aidé lors de l'opération. Je n'étais même pas là. Il n'exerce pas à l'hôpital ; il n'exerce pas dans la livraison du produit. Peut-être que c'est un service qu'il veut

CHU-SO/Traumatologie

Des médecins impliqués dans l'usage de matériels périmés

➤ Au cœur d'une nébuleuse

Suite de la page 5

renseigner tellement parce que ce n'était pas de matériel anesthésiste. Moi je n'ai pas utilisé le médicament périmé. Je le lui ai ramené. J'ai constaté que c'est périmé. Moi j'ai demandé qu'on lui ramène le médicament et qu'on le



Un lot de matériels ramenés de France

change. Ce qui a été fait. Moi je ne veux pas rentrer dans les détails. Ce qui est sûr, moi je ne suis pas rentré dans ce jeu. J'ai demandé du bon matériel, je l'ai obtenu pour ce qui est de l'anesthésie. On a ramené le matériel périmé, nous avons reçu un nouveau matériel payé sur place. C'est clair qu'il (Guy Kodzo Alover) n'a pas aimé, mais nous on n'est pas rentré dans ce jeu ». Même si l'intéressé n'a pas

fac-similé les étiquettes des implants utilisés avec les dates de péremption qui sont visibles. Les mêmes étiquettes périmées sont collées dans le registre de compte rendu opératoire et le dossier médical, en attendant que l'instrumentiste vienne les substituer par d'autres en passant l'aspirateur. Nous passons également ces étiquettes du registre en fac-similé.

Cette pseudo mission humanitaire génère une sacrée fortune qui profite certainement à l'ensemble du réseau. Lors de la dernière mission du 23 au 29 juillet, plus d'une demi-douzaine de patients ont été opérés au CHUSO au bloc opératoire central et au pavillon militaire. Il en est de même dans une



Un échantillon d'étiquettes périmées

clinique privée de la place où un seul implant, de surcroît périmé a été vendu au patient à 6 439 000 f cfa (six millions quatre cent trente-neuf mille francs), selon les chiffres d'un rapport confidentiel consulté par la Rédaction. Les honoraires du chirurgien dans ce rapport sont de 500 000 f cfa par patient.

A l'heure où nous bouclions la première partie de cette investigation, plusieurs compatriotes ont dans leur corps des prothèses périmées après avoir déboursé des millions pour les soins. Parmi ces compatriotes, figurent les parents de deux éminents professeurs de médecine qui ont été opérés lors de la dernière mission de Guy Kodzo Alover. Ils sauront se reconnaître.

Les conséquences de l'usage des implants périmés.

L'usage des produits et implants périmés entraîne nécessairement de graves conséquences pour les malades.

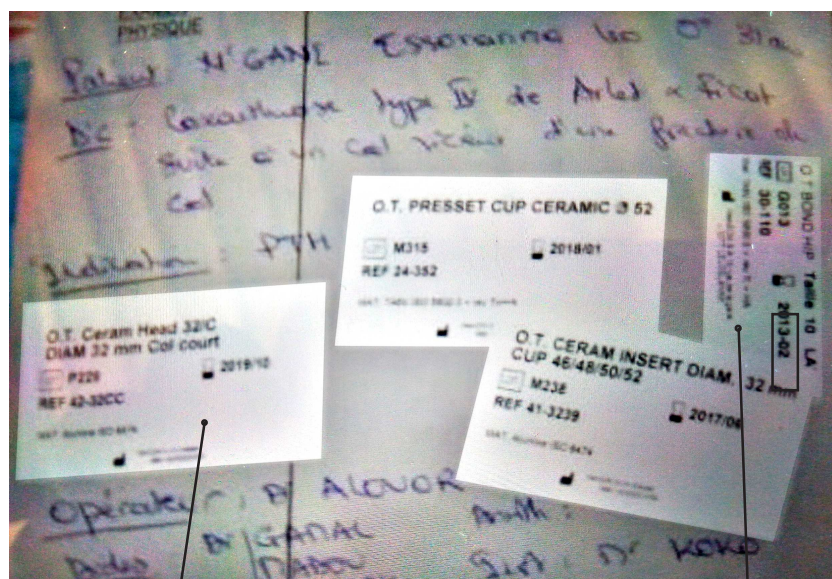
Selon des spécialistes en France consultés lors des investigations, les conséquences peuvent être de plusieurs ordres. « Les prothèses de hanche et de genou sont des dispositifs médicaux implantables (DMI) ; en raison de leur degré de risque élevé, elles font partie de la classe III où le risque est dit potentiellement sérieux. Leur durée d'utilisation est la plus longue car elles restent en contact continue avec le patient, c'est-à-dire plusieurs dizaines d'années », ont indiqué les spécialistes et d'ajouter : « Lorsqu'elles sont périmées, leurs composants peuvent se détériorer, c'est-à-dire perdent le bénéfice de leur utilisation. Il s'ensuit une désagrégation précoce avec les risques de relargage d'ions qui y proviennent. Elles peuvent être source d'infections et de complications particulièrement redoutables. C'est pour toutes ces raisons qu'il existe une législation très précise sur la traçabilité de ces DMI et la matériovigilance ».

Les médecins qui prennent des libertés en introduisant dans le corps des patients depuis 3 ans des implants périmés sont-ils conscients des conséquences de leurs actes par rapport non seulement à la législation, mais aussi au code de déontologie et d'éthique de leur profession ?

La responsabilité de l'Etat est engagée

Ce scandale est une preuve que le fameux processus de contractualisation tant vanté par les autorités mais décrié par les praticiens hospitaliers, n'est pas une panacée. Dans un pays en quasi faillite où le secteur de la santé est totalement à l'abandon, c'est la porte ouverte à tous les aventuriers à la recherche du gain facile. Un pays normal avec un système de santé efficace n'a pas besoin de mission humanitaire. Il faut désormais avoir un regard rigoureux sur ces initiatives qui cachent parfois d'autres motivations.

Peut-on organiser une mission humanitaire sans avoir l'aval de l'ordre des médecins ? Visiblement non. Les failles sont partout du fait que le système de santé au Togo n'a pas de base juridique. Il n'existe aucune structure, aucun organe, aucune institution de contrôle en dehors du ministère de la Santé qui se trouve dans les mains des mêmes acteurs pourris. Il existe un laboratoire de qualité pour le contrôle des



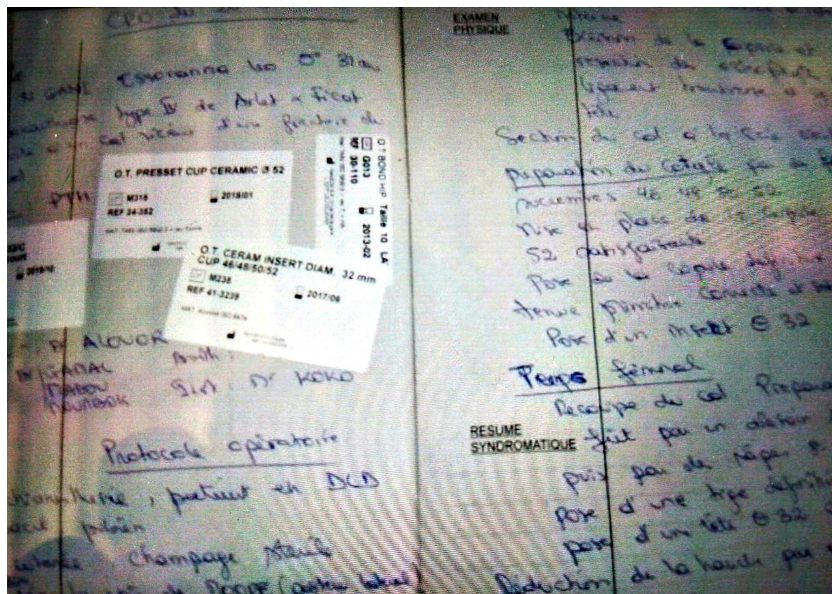
Etiquette de substitution de l'instrumentiste

Etiquette périmée qui a servi à l'opération

produits logé dans les parages de l'INH (Institut National d'Hygiène). Cette structure financée par un pays étranger avec une formation des agents et une acquisition du matériel, n'a jamais fonctionné. Voilà le paradoxe de la gouvernance au Togo. On abandonne l'essentiel pour des futilités. Si l'Etat avait mis les moyens qu'il faut pour créer les structures, former les médecins qu'il faut, nos populations ne seraient pas aujourd'hui livrées à des vautours déguisés en « missionnaires » de la santé qui

au regard des responsabilités pour faute et des conséquences judiciaires qui peuvent en découler, que les administrateurs de l'hôpital aient un droit de regard sur les actes des médecins. Au CHUSO, tout a l'air d'un moulin où on fait tout et n'importe quoi. Le Directeur Général du CHUSO est-il au courant de cette mission humanitaire et du scandale qui a suivi ?

Interrogé ce jeudi 30 août, le Colonel Adom Wiyao Ekpao surpris, dit ne pas être au courant d'une telle opération.



Des étiquettes collées sur un rapport d'opération

viennent introduire dans les corps de leurs compatriotes des prothèses et produits qui servent à faire des simulations sur les cadavres en accident.

La responsabilité du CHUSO Olympio où ces opérations se déroulent depuis 3 ans est aussi engagée. Un hôpital est un établissement public, et c'est à l'Etat et aux collectivités de réparer un dommage créé par son mauvais fonctionnement. Le médecin qui y exerce est un agent du service public de la santé. Il va de soi,

« Est-ce que vous avez interrogé celui qui a opéré ? », nous a-t-il rétorqué au téléphone, l'air furieux. A l'en croire, il a été constaté que 80% des dons souvent offerts au CHU sont constitués de matériels périmés, raison pour laquelle la direction est exigeante et très regardante pour ne plus autoriser quoi que ce soit. « L'hôpital n'est pas un lieu où tout rentre et sort, où n'importe qui vient faire ce qui

Suite à la page 7

D2 : L'Etoile Filante dans les starting-blocks

Le Shooting Star décline ses ambitions pour la nouvelle saison. Pour l'exercice qui démarre en septembre prochain - encore quelques jours pour le top départ, le défi à relever est la montée dans l'élite.

Fabrice KA

A Terrainvito, au quartier commercial, l'on s'active pour que la nouvelle saison 2018-2019 soit couronnée de succès, de montée en première division. Au vu des investissements réalisés depuis quelques mois, il est permis aux supporters de l'Etoile Filante de Lomé de nourrir de grandes ambitions.

Tisser la nouvelle corde sur l'ancienne

L'équipe a un nom, un palmarès (champion en D1 en 1961, 1962, 1964, 1965, 1967, 1968, 1992 ; vainqueur de la Coupe de l'AOF en 1960...), un stade (Oscar Anthony), de nombreux supporters, une nouvelle équipe dirigeante en place. Présidé par Me Tété Wilson-Bahun, ce club de la capitale, du haut de ses 84 ans, a un projet sportif louable : dans un premier temps, mettre en place le nécessaire, ensuite envisager la montée. Un noyau de l'effectif existe autour duquel sont venus se greffer de nouvelles recrues. Des gadgets et autres produits sont confectionnés dont la vente va remplir les caisses.

Tout au long de la saison passée, la patience était le maître-mot. L'on veut travailler, se construire une base solide, disposer de ressources financières suffisantes pour atteindre les résultats, avant de viser loin, jouer les premiers rôles en deuxième division, l'antichambre de l'élite.

Au cours du dernier exercice, les joueurs, le staff technique et les supporters s'attendaient à avoir un début de retour positif, mais l'arbitrage a tout gâché. La

plupart des hommes en noir qui ont dirigé les matches des Bleus et Blancs de la capitale ont été partiels, complaisants voire ridicules. Et ont décidé du sort de Shooting Star qui se classe finalement dans la zone méridionale de D2 4è sur 10 avec 29 points, à 6 unités du premier Gbohloe-Su qui devient promu en D1. Néanmoins, les Etoilistes veulent continuer leur progression, tisser une nouvelle corde sur l'ancienne pour avancer.

Un ex-mondialiste débarque

Petit-à-petit, les pions sont en train d'être mis en place pour la montée. Ouadja Lantam, ancien international et mondialiste fait son retour à Terrainvito après plus de deux décennies en tant que technicien. Il connaît bien la maison pour y avoir évolué dans son jeune âge et égayé le public par ses prestations de qualité. Ce premier atout ne suffit certes pas pour réaliser l'objectif, celui de faire monter le club.

Mais le contexte n'est plus le même, les dirigeants d'aujourd'hui aussi. Son parcours sur d'autres bancs, notamment Okiti de Badou, Anges FC de Notsè, Sémassi de Sokodé, entre autres, le tout pendant 7 bonnes années, a probablement préparé l'ancien dossard 8 et capitaine des Eperviers dans sa nouvelle carrière. « *La priorité de l'équipe, je pense, c'est la montée en D1, et là, c'est ma mission et celle aussi des joueurs, dirigeants et même des supporters. La position de l'Etoile Filante, depuis quelques temps, n'est pas du tout*

enviable. Et je crois qu'ensemble, on pourra réaliser quelque chose cette saison, par la grâce de Dieu », a souligné Ouadja Lantam à sa prise de fonction dans des propos rapportés par l'attaché de presse du club. D'ores et déjà, il avertit : « *J'aime le travail bien fait et je déteste les à-peu-près* ».

L'ancien joueur passé par la Tunisie, la Suisse, la Pologne... insiste pour que « *Ses joueurs soient à l'aise pour que le travail se passe dans de bonnes conditions* », et d'ajouter qu'« *Il faudrait également que les dirigeants s'en tiennent à leurs rôles et évitent de s'ingérer dans le choix des joueurs et dans les prises de décision du Staff technique* ». Des conditions qui vont créer une bonne ambiance dans le vestiaire, stimuler les joueurs, inciter le douzième homme à jouer sa partition...

« *En plus, déjà que ses nouveaux dirigeants lui ont donné carte blanche pour choisir son adjoint, l'atmosphère risque d'être saine tout le long de la saison, pour que la nuit de la dernière journée du championnat national de D2, le ciel soit momifié de couleurs bleue et blanche* », commente Yves de Fréau, l'attaché de presse de l'Etoile Filante.

L'un dans l'autre, rien ne sera pourtant facile. La deuxième division est réputée très compliquée. Les clubs qui réussissent à monter en savent quelque chose. Néanmoins, à force de patienter tout en continuant à investir intelligemment et poursuivre les efforts collectivement, l'Etoile Filante redressera la barre tôt ou dans un futur immédiat. Comme certains le disent, cette équipe a sa place dans l'élite.□

CHU-SO/Traumatologie

Des médecins impliqués dans l'usage de matériels périmés

➤ Au cœur d'une nébuleuse

Suite de la page 6

lui plaît », a-t-il laissé entendre en substance. Après avoir demandé du service où l'opération a eu lieu, il a laissé entendre qu'il ferait ses propres « enquêtes ». « *Je vais moi-même interroger les gens pour avoir des informations sur cette affaire* ». Le premier responsable du CHU-SO affirme ne pas être au courant d'une telle opération qui pourtant, se déroule dans l'établissement dont il a la responsabilité depuis 3 ans. Est-il possible qu'une mission humanitaire puisse se dérouler

dans l'enceinte d'un hôpital sans l'autorisation des premiers responsables ? Selon les dires du Directeur Général, « *L'hôpital n'est pas un lieu où tout rentre et sort, où n'importe qui vient faire ce qui lui plaît* ».

Mais de toute évidence, c'est ce qui se passe dans son établissement, et depuis longtemps.

Ce scandale objet de cette investigation n'est que la partie visible de toutes les activités clandestines et dangereuses qui se déroulent dans nos hôpitaux et centres de santé. C'est la conséquence d'un

système de santé à l'abandon dans un pays totalement en faillite sur tous les plans, y compris celui des valeurs et de la morale.

Maintenant que nous avons bouclé nos investigations et rendons publics les résultats, nous attendons la suite judiciaire que nous réserve le Docteur Guy Kodzo Alover au « **Tribunal européen à compétence internationale au pénal pour diffamation et au civil pour atteinte à sa réputation et image** ». Bon à suivre !

Comment faire s'effondrer une dictature?

Par Jacques Attali

Le curseur de la planète se déplace vers moins de démocratie.

La démocratie, qui avait bien avancé dans les années 1990, avec l'effondrement du bloc soviétique et l'évolution de l'Amérique latine, semble aujourd'hui en recul. Certes, de nouvelles avancées ont eu lieu récemment, au Maroc, en Tunisie, en Afghanistan, en Libye, en Irak. Inversement, quelques pays démocratiques sont devenus des dictatures, comme le Venezuela.

D'autres sont passés d'un dictateur à un autre. C'est le cas dans certaines républiques de l'ancienne Union soviétique, comme le Turkménistan ou la Biélorussie. C'est le cas aussi de l'Iran, passé de la dictature du chah à celle des mollahs. C'est aussi le cas de la Chine et du Vietnam. Dans certains de ces pays, le pouvoir est passé de père en fils, l'un étant plus sanguinaire que l'autre ; comme en Corée du Nord, en Syrie, au Togo, dans la République démocratique du Congo. Et tant d'autres.

Et puis il y a tous ceux, et ce sont les plus nombreux, qui sont entrés dans une zone grise où la dictature évolue plus ou moins vite vers la démocratie, comme la Russie, certaines républiques d'Asie centrale, la Birmanie, Cuba, le Kenya et la Malaisie, et ceux où la démocratie glisse peu à peu vers une dictature, comme les Philippines, l'Indonésie, la Hongrie, la Turquie, et même l'Inde.

Ces dictatures qui sont tombées

On devrait aussi distinguer les régimes politiques qui ne font de mal qu'à leur propre peuple - la majorité - de ceux qui ont une influence délétère même hors de leurs frontières, comme en Iran ou en Corée du Nord.

Globalement, depuis quelques mois, le curseur de la planète se déplace plutôt vers moins de démocratie.

L'Histoire nous apprend que les dictatures s'effondrent dans trois cas : si le peuple n'a plus peur qu'on lui tire dessus et vient envahir les palais des puissants, comme ce fut le cas en Roumanie ; si les puissants eux-mêmes décident de ne plus tirer sur leurs habitants, comme on a pu l'observer en Union soviétique ; ou enfin si une invasion venue de l'extérieur aide une résistance intérieure à en finir avec les tyrans.

Un embargo ne suffit pas, par lui-même, à y parvenir. Il peut même, parfois, souder une nation autour de ses dirigeants, même s'ils sont épou-



Jacques Attali

vantables ; rares sont les cas où un isolement a suffisamment affamé un peuple pour que celui-ci se retourne contre ceux qui le dirigent. Les Américains, qui vivent avec l'illusion que c'est leur politique qui a conduit à l'effondrement du communisme (alors que c'est la décision de Gorbatchev de ne plus tirer sur sa population et d'aller vers la démocratie), continuent de penser qu'il suffit d'isoler une nation pour faire s'effondrer son régime. L'exemple de Cuba aurait dû montrer que tel n'est pas le cas. Et je crains qu'ils n'aient la même déconvenue avec la Corée du Nord.

De plus en plus rares sont les peuples qui se lèvent contre leurs dictateurs et réussissent à les faire partir par la seule force de leur courage. C'est peut-être ce qui va arriver à Kinshasa.

La guerre préventive, une option délicate

Alors, que faire ? Faut-il ne pas se mêler de ce qui se passe chez les autres ? Après tout, de quel droit voudrait-on imposer la démocratie quelque part ? Et sans doute faut-il se contenter d'essayer de mettre hors d'état de nuire les dictateurs qui interviennent au-delà de leurs frontières.

Comment ? Faut-il parlementer avec eux ? L'exemple pitoyable de la prétendue négociation entre les Américains et la Corée du Nord (qui continue d'avancer à grands pas vers l'armement nucléaire) montre que cela ne sert en général à rien.

Dans certains cas, une guerre préventive contre un régime dont l'action nuit à plus que son peuple éviterait bien des morts : si on avait attaqué Hitler avant qu'il n'envahisse la Ruhr et qu'il ne reconstitue son armée, on aurait sans doute épargné des dizaines de millions de morts à l'Europe. Naturellement, rien de tel ne justifiait les interventions en Irak et en Libye, et une attaque préventive doit être pesée avec soin, comme un ultime recours.□



EPARGNER

C'EST

CONSTRUIRE

SA VIE

Epargne
2018



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

